

Contrastes et paradoxes de la Russie d'aujourd'hui

par Jean-Pierre Thibaudat*

Parce que la situation des livres de jeunesse en Russie aujourd'hui n'est pas dissociable de l'ensemble des questions politiques, sociales, économiques et culturelles qui se posent dans le pays, nous avons demandé à Jean-Pierre Thibaudat de décrire les conséquences – notamment dans le domaine de la culture – de l'effondrement de l'URSS.

Il donne ainsi quelques clés pour observer les contrastes et les paradoxes d'une société en pleine mutation.

Après des siècles de tsarisme et soixante-dix ans de communisme, l'empire russe s'est effondré au début des années 90. La Russie d'aujourd'hui est un vaste chantier hérité de ce cataclysme. Les époques, les idéologies, les croyances, les illusions et les désillusions s'y bousculent dans un vaste charivari. Tout y existe et son contraire. On note ici d'encourageantes avancées et, soudain, là, d'inquiétantes régressions. Vivant dans la même région, un banquier, un médecin, un mineur et une bibliothécaire ne parleront pas de la Russie de la même façon, au point qu'on se demandera s'ils vivent dans un même pays. Les différences seront abyssales entre un banquier de Moscou, la capitale où se concentre l'essentiel des richesses, un médecin travaillant dans un dispensaire d'une petite ville de la Volga, un mineur de Vorkouta où les mines de charbon sont menacées et une bibliothécaire d'une université d'Oulan Oudé, la capitale de la Bouriatie, la région la plus pauvre de Russie.

* Jean-Pierre Thibaudat est journaliste à *Libération*.

L'URSS était un empire policé. L'ordre régnait de la frontière polonaise au Pacifique, du Caucase à la Baltique. Le parti (communiste) était unique, omniprésent. On ne pouvait guère faire carrière, à l'université par exemple ou même simplement accéder à un poste de direction dans une école ou un Palais de la culture, sans avoir la carte du Parti en poche. Enfant on était pionnier, adolescent on entraît aux Komsomols (les jeunesses communistes) puis au Parti. Ce n'était pas obligatoire. On pouvait se taire, louvoyer mais toute contestation publique risquait de nuire gravement à la santé physique et psychique de celui qui s'y risquait. Il n'y avait pas seulement des dissidents notoires dans les camps du goulag mais aussi des pauvres hères qui n'avaient rien fait ou presque. Le livre noir du communisme en Russie est un livre épais. Tout cela a disparu, mais tous les Russes de plus de quarante ans sont les enfants (même révoltés) de ce système qui ne s'est pas dissout magiquement dans l'économie de marché et les balbutiements de la démocratie le jour où l'URSS s'est effondrée. Dans bien des domaines, ce système reste en place, corruption comprise. Le président Boris Eltsine avait fait carrière dans le parti communiste, son successeur Vladimir Poutine est un ancien officier du KGB. Cela laisse des traces durables.

L'URSS était aussi un pays qui se souciait fortement d'éducation. L'enseignement était évidemment le premier vecteur de la propagande et Lénine ne s'en cachait pas, mais c'était aussi une tâche énorme dans un pays où beaucoup ne savaient ni lire ni écrire. « Les travailleurs aspirent à la connaissance parce qu'elle leur est indispensable

pour vaincre. Les neuf dixièmes des masses laborieuses ont compris que le savoir est une arme de lutte pour la libération, que leurs échecs s'expliquent par le manque d'instruction et que c'est d'eux aujourd'hui qu'il dépend de rendre l'éducation effectivement accessible à tous », proclame Lénine le 28 août 1918 à la tribune du premier congrès de Russie sur l'instruction publique.

Et ce qui vaut pour l'éducation, vaut pour la culture. Dès le 25 octobre 1917 en même temps que l'on nationalise les terres, on fait de même pour les biens artistiques : collections de tableaux, châteaux, théâtres, etc. On nationalise les maisons d'écrivains, transformées en musées, comme celle de Tolstoï.

Le 2 août 1918 le département des Beaux-Arts établit une liste d'auteurs, de compositeurs et d'artistes russes qui doivent avoir leurs statues à travers le pays. Ces auteurs officiellement encensés sont édités à des millions d'exemplaires, étudiés dans les écoles. Pas un Russe formé par ce système qui ne sache vous réciter quelques vers de Pouchkine et vous parler d'Alexandre Dumas mieux que ne le saurait le faire la quasi totalité des Français.

Les bibliothèques n'ont pas échappé à ce vaste mouvement impulsé par un état soviétique fortement centralisé. Très tôt, elles sont reprises en mains, développées, contrôlées, on crée des « isbas de lecture ». S'adressant à Lounatcharski, le commissaire du peuple à l'instruction publique en février 1919, Lénine lui demande d'envoyer un questionnaire aux directeurs de bibliothèques (s'ils ne répondent pas, ils « seront déférés en justice »). Les questions sont impéra-

tives et témoignent d'une vision très productiviste de la « culture » :

« Pouvez-vous prouver par des chiffres précis l'accroissement de la circulation des livres dans votre bibliothèque ? La fréquentation de votre salle de lecture ? L'échange de livres et de journaux avec d'autres bibliothèques et d'autres salles de lecture ? La création d'un catalogue central ? L'emploi des dimanches ? L'emploi des soirées ? Le recrutement de nouvelles couches de lecteurs – femmes, enfants, lecteurs non russes ? Le prêt à domicile ? Les simplifications des garanties pour le prêt à domicile ? etc. » En 1950, le journaliste occidental Michel Gordey fit un long séjour en URSS d'où il rapporta un passionnant reportage. Il visita ainsi l'école secondaire N°315 de Moscou. Il en mentionne la bibliothèque : 20 000 volumes. Des classiques russes mais pas Dostoïevski mis à l'index par le régime soviétique. Shakespeare, Goethe, des auteurs français allant de Victor Hugo à Romain Rolland. Tous ces livres peuvent être emportés à la maison. Mais « un grand tableau recommande aux jeunes lecteurs les auteurs soviétiques à lire de préférence », note le journaliste.

La Russie est un grand pays de culture et au-delà de ses censures et de sa propagande, le régime soviétique a dans une certaine limite contribué à ce que la culture devienne un bien commun. Le théâtre, par exemple, art réputé difficile en Occident, fait en Russie partie de la vie. La plupart des théâtres (d'État ou municipaux) restent bon marché, les salles sont souvent pleines, ce n'est pas un art réservé à une élite ou aux gens cultivés, c'est un art pour tous. La Russie aime ses acteurs, ses écrivains. Et pas seulement les siens. Quand Jean Marais



est mort, les journaux télévisés ont consacré à cette nouvelle un temps qui n'avait rien à envier en durée à celui des médias français. Cet esprit-là perdure. Même si, au début des années 90, le chambardement politique et le passage à l'économie de marché ont durablement affecté toutes les sphères de la vie culturelle. En littérature, ce fut un grand déballage. Tous les manuscrits restés dans les tiroirs, tous les auteurs à l'index ont refait surface. Aujourd'hui Dostoïevski est à l'honneur : ceux-là même qui le brocardaient ont fait édifier une grande statue en bronze devant la Leninka, l'équivalent de notre Bibliothèque nationale à Moscou. Et des grands auteurs de ce siècle, assassinés ou réduits au silence par le régime soviétique comme Isaac Babel, Ossip Mandelstam, Marina Tsvetaeva, Varlam Chalamov ou Andréï Platonov sont désormais publiés et honorés. Alexandre Soljenitsyne est revenu vivre en Russie, lui qui avait été déchu de la nationalité soviétique. Des maisons d'édition indépendantes se sont multipliées. Des chaînes de télévisions privées, des radios, des journaux et des magazines indépendants sont apparus. À côté de cela on assistait à un effondrement de l'industrie du cinéma qui s'appuyait sur de grands studios étatiques comme Mosfilms ou Lenfilms, des salles de cinéma devenaient des entrepôts pour meubles. Les théâtres qui nécessitaient des moyens économiques plus réduits ont survécu en sous-louant une partie de leurs locaux. C'était « l'ère Eltsine ».

Aujourd'hui, sous Poutine, on assiste à une reprise en mains. La liberté de la presse, à peine acquise, a été sérieusement écornée : les chaînes de télévision

sont désormais toutes aux ordres, la presse sous haute surveillance. On peut parler en ce domaine d'une resoviétisation du pays. L'exemple de la seconde guerre en Tchétchénie, lancée en octobre 1999, est à cet égard frappant. Lors de la première guerre (1994-1996), sous Eltsine, les journalistes avaient pu travailler sur place assez librement. Rien de tel pour le second conflit dont les ravages continuent. La petite république caucasienne est interdite aux journalistes russes et étrangers qui voudraient y travailler en toute indépendance.

Dans le domaine des arts comme dans celui de l'économie, le message est clair : faites ce que bon vous semble mais restez à l'écart de la politique ou il vous en cuira. C'est parce qu'il avait ouvertement défié Poutine, parce qu'il finançait des organes d'opposition et songeait à une carrière politique que le richissime « oligarque » Mikhaïl Khodorkovski, hissé en modèle par le magazine américain *Forbes*, s'est retrouvé en prison, risque une condamnation à plusieurs années de détention et a vu son empire pétrolier Ioukos (bâti dans la période trouble des privatisations des années 90) dépecé. C'est parce qu'il se moquait dans un de ses livres des héros de l'histoire soviétique qu'un des écrivains russes actuels les plus passionnants, Vladimir Sorokine, a vu ses œuvres brûlées en place publique par les jeunesses poutiniennes sans que le pouvoir ne condamne ce geste en haut lieu. L'ambivalence règne. Réélu en mars 2004 pour un second mandat de quatre ans, le président Poutine n'en finit pas de placer « ses » hommes issus comme lui pour la plupart de l'ancien KGB aux postes clés des ministères et à la tête des grands monopoles ou du très lucratif secteur énergétique. Simultanément on voit une

industrie cinématographique en pleine renaissance, des clubs et des cafés sympathiques et pas chers fleurir à Moscou. On pourrait multiplier les exemples ambivalents à l'infini.

Le système éducatif est lui aussi en plein chambardement. L'ancien système demeure mais désargenté, avec des salaires de misère. Des instituteurs, malgré des retards de salaires parfois de plusieurs mois, continuent à assurer leur enseignement. L'esprit civique et patriotique n'est pas un vain mot en Russie même si la corruption gangrène la plupart des sphères de la vie sociale. À côté de cela un secteur d'enseignement privé s'est mis en place, en particulier dans le supérieur avec une multiplication des *business schools* et des écoles de langues, avec des tarifs souvent prohibitifs.

Le public lui-même est gagné par l'obsession de l'argent : de plus en plus les enseignants « encouragent » leurs élèves à prendre des cours particuliers avec eux, qui constituent désormais souvent l'essentiel de leurs revenus. Et puis dans son espace même, gigantesque, la Russie est un pays double, à deux vitesses. D'un côté Moscou (et, à un niveau moindre, quelques grandes métropoles pourvues d'un pôle économique important), ville rutilante, brillante, allumée, qui donne à l'étranger qui y séjourne l'impression d'un pays qui va de l'avant. Et d'un autre côté, l'immense province de ce territoire qui s'étend sur plus de six fuseaux horaires et, là, l'impression d'un pays qui fait du sur place, embourbé dans une réalité héritée de Lénine, de Brejnev et de Gogol.

Éloïse à Moscou, ill. H. Knight, Gallimard Jeunesse



Tout le monde surveille tout le monde, à Moscou